
LES FAITS

- Samedi 3 juin 2017, 22h08 (*heure locale*) à Londres (Angleterre), trois Islamistes à bord d'une camionnette renversent volontairement les piétons sur London Bridge.
- Les trois assaillants quittent ensuite le véhicule sur la rive sud de la Tamise et poignent les passants dans les rues et les bars du quartier très fréquenté de Borough Market, avant d'être abattus par la police.
- Des trois assaillants, Khuram Shazad Butt et Rachid Redouane sont originaires du quartier de Barking à Londres, le troisième Youssef Zaghba né au Maroc, aurait tenté de rejoindre la Syrie en 2016.
- L'attentat a été revendiqué par l'Etat Islamique (EI).

Bilan provisoire : 8 morts et 48 blessés

QU'EN RETENIR ?

- Le délai de neutralisation des trois assaillants par les forces de l'ordre (moins de 8 minutes) sur une attaque mobile (plusieurs sites successifs concernés) a été possible grâce à l'efficacité du dispositif de vidéo-surveillance londonien. Ce délai aurait pu être encore réduit si l'ensemble des policiers avait été armé, y compris hors service. L'un des policiers blessés a par exemple fait face aux terroristes, muni d'une simple matraque.
- Cette attaque djihadiste fondée sur le seul emploi d'outils de la vie quotidienne (camionnette et couteaux) s'inscrit une nouvelle fois dans la « *stratégie des mille entailles* » théorisée en 2005 par Abou Mousab Al-Souri. Le coût de l'attaque est quasi nul, sa préparation rapide et son bénéfice immense.
- La présence de ceintures d'explosifs factices sur les assaillants a vocation à dissuader les actes d'héroïsmes (personne ne s'approchera) et à augmenter l'effet terrifiant. Tactiquement, elle contraint les forces de sécurité à tuer les assaillants, faisant d'eux des « *martyrs* ». Elle illustre cependant la difficulté pour les terroristes à se doter de matières explosives.
- Cet événement est le troisième attentat terroriste sur le sol britannique 2 mois ½ après les attaques de Londres le 23 mars 2017 (3 morts et 29 blessés) et de Manchester le 22 mai 2017 (22 morts et 60 blessés), les services de sécurité revendiquant de surcroît 5 tentatives déjouées. Il intervient à trois jours des élections générales, augmente la pression sur le pouvoir politique, et crée une crainte sur la sécurisation des bureaux de vote.